

Jean-Philippe MARTIN, *Histoire de la nouvelle gauche paysanne. Des contestations des années 1960 à la Confédération paysanne*, Paris, Édition La Découverte, 2005, 311 p.

François Purseigle

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1108>

ISSN : 1777-5434

**Éditeur**

Association des ruralistes français

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 2005

ISSN : 1280-374X

**Référence électronique**

François Purseigle, « Jean-Philippe MARTIN, *Histoire de la nouvelle gauche paysanne. Des contestations des années 1960 à la Confédération paysanne*, Paris, Édition La Découverte, 2005, 311 p. », *Ruralia* [En ligne], 16/17 | 2005, mis en ligne le 21 août 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1108>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

---

*Jean-Philippe MARTIN, Histoire de la nouvelle gauche paysanne. Des contestations des années 1960 à la Confédération paysanne, Paris, Édition La Découverte, 2005, 311 p.*

François Purseigle

---

- 1 L'étude du syndicalisme agricole tient peu de place dans un ensemble théorique tourné principalement vers la compréhension des « nouveaux » mouvements sociaux. Cette situation nous semble d'autant plus paradoxale que les « ruralistes » n'ont cessé de relater, en guise de notes introductives, l'histoire d'une agriculture qui s'apparente très souvent à celle de son système professionnel. Pourtant, l'étude du mouvement professionnel agricole avait pendant de longues années attiré l'attention de chercheurs venus de différents domaines des sciences sociales. Mais c'est certainement aux historiens que revient la primeur de l'intérêt pour cette question. C'est dans cette tradition que s'inscrit l'ouvrage de Jean-Philippe Martin. Rompant avec les récentes approches journalistiques sur une organisation qui demeure méconnue, l'auteur nous livre une approche historique des différentes filiations de la Confédération paysanne.
- 2 Cet ambitieux et très riche travail prend appui sur de nombreux témoignages et l'exploitation d'une kyrielle de fonds documentaires comme ceux remarquablement rassemblés par le Centre d'histoire du travail. Pour écrire l'histoire de la Confédération paysanne, de nombreuses sources méritaient d'être mises au jour, Jean-Philippe Martin a entamé ce chantier. Les articles de presse, des documents cinématographiques sur quelques militants, les rares publications scientifiques ne nous permettaient pas de comprendre dans sa globalité un tel mouvement. L'arrivée sur la scène médiatique d'un José Bové n'avait su qu'entretenir la confusion autour d'une organisation à l'histoire complexe. Une histoire qui, comme le souligne Jean-Philippe Martin, n'est autre que celle

du syndicalisme majoritaire. En effet, comme le montre l'auteur, la génération formée dans les années 1950-1960 à l'école de la JAC et du CNJA ne tirera pas les mêmes conclusions de l'ère modernisatrice qui avait caractérisé les campagnes françaises d'après guerre. S'ouvre alors une nouvelle période où l'engagement professionnel ne se conjugue plus au singulier, mais au pluriel. Les divergences d'analyse et les conflits d'intérêts, qui avaient été surmontés, vont laisser place à des conflits d'ordre idéologique. Après avoir été des militants de l'Action catholique dans leur jeunesse et d'ardents défenseurs des lois d'orientation jusque dans les années 1965-1967, certains syndicalistes, en particulier autour de Bernard Lambert, vont « analyser les conflits de la France rurale en termes de lutte des classes ». Les industries agroalimentaires et les coopératives contribuent, selon eux, à l'exploitation et à la prolétarianisation des paysans qui doivent augmenter constamment le volume de leur production afin de préserver leurs revenus.

- 3 En dénonçant les méfaits du capitalisme, les partisans de la lutte des classes vont s'engager dans la voie de l'opposition syndicale et politique tout en siégeant au sein des instances de la FNSEA et du CNJA. Pour la majorité, la transformation des petites et moyennes exploitations en entreprises capitalistes semble toujours possible. Selon eux, seul le gouvernement, au travers de sa politique agricole, peut permettre un rééquilibrage entre les « petits » et les « gros ». Ils se réfèrent aux propos de Michel Debatisse qui « défend la thèse de l'unité de la paysannerie et de l'intégration des chefs d'entreprise dans une économie capitaliste ».
- 4 Deux conceptions du syndicalisme vont s'opposer : un « syndicalisme de la personne » contre un « syndicalisme de l'entrepreneur ». Ce clivage n'en demeure pas moins politique : ainsi Bernard Lambert choisit le PSU de Michel Rocard pour exprimer ses idées, quand Michel Debatisse, démocrate-chrétien, se rapproche du pouvoir gaulliste pour faire entendre ses revendications. La bataille entre ces deux courants va revêtir une dimension particulière au sein même du CNJA. Dès 1966, la création de « comités de liaison inter-région » regroupant des CDJA a pour vocation d'affirmer la « tendance travailleur » qui se fonde sur deux ruptures par rapport à la ligne officielle du CNJA.
- 5 Comme le remarque Jean-Philippe Martin, le 12<sup>e</sup> congrès du CNJA qui se tient les 5 et 6 juillet 1970 constitue un tournant dans l'affrontement idéologique entre les deux camps. Si les convergences entre les deux rapports sont nombreuses, notamment à propos de la définition des agriculteurs comme des « travailleurs », il n'en reste pas moins que des divergences apparaissent quant aux conclusions et aux stratégies à mettre en œuvre. Ce congrès constitue donc une étape importante, marquée par la « fin d'un consensus ambigu » et le début de l'organisation du mouvement des « paysans travailleurs » s'appuyant sur un syndicalisme de classe.
- 6 Le discours des paysans-travailleurs des années 1970 porte sur la dénonciation de l'échec de la politique fondée sur la réforme des structures et la hausse de la productivité. Selon eux, les dirigeants agricoles nationaux, en prônant ces orientations, ont contribué à l'exploitation de ceux qui les avaient suivies. Le recrutement de ce mouvement s'effectue donc parmi les déçus « des résultats de leurs efforts d'intensification et de spécialisation ». La stratégie syndicale à mettre en œuvre pour aboutir à cette prise de conscience politique passe par une alliance avec les ouvriers. Cette alliance se concrétisera par la participation de groupes de paysans travailleurs lors des conflits industriels de Lip et du Joint français.
- 7 L'arrivée des « paysans-travailleurs » sur la scène syndicale révèle l'absence d'un langage mobilisateur de la part du MODEF. Une organisation qui jugea pendant longtemps qu'il

était plus efficace de lutter au sein des organisations unitaires. Par ailleurs, le discours de « stratège » qui était celui du MODEF ne correspondait pas à celui d'une partie de la nouvelle gauche paysanne qui se mettait en place. Si la dénonciation du capitalisme prévaut dans les deux camps, « les mots pour le dire divergent fortement ». D'autre part, aux opérations « coup de poing », les paysans-travailleurs privilégient « les luttes à la base ». Comme nous le montre Jean-Philippe Martin, face à ces divergences avec le MODEF, tant dans les discours que dans les méthodes à appliquer, et forte de son succès lors de la marche du Larzac d'août 1973, l'inter-région paysan-travailleur se constitue juridiquement en Association nationale des paysans-travailleurs (ANPT) en 1974. Cependant, face à cette nouvelle organisation qui radicalise ses analyses, certains militants de gauche, à l'instar de Marcel Louison, préfèrent se maintenir dans certaines FDSEA ou certains CDJA. Ils créent des groupes départementaux au sein desquels on retrouve de nombreux militants socialistes.

- 8 Afin de favoriser des alliances et des regroupements, les contacts se multiplient entre responsables des différentes sensibilités syndicales de gauche : Paysans-travailleurs, FDSEA en opposition avec la direction nationale, MONATAR, mais faute d'aboutir, cette tentative engendre une scission au sein de certaines équipes de paysans-travailleurs qui se rallient au MONATAR pour créer en 1977 le Mouvement syndical des travailleurs de la terre (MSTT).
- 9 L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 s'accompagne d'une évolution rapide du paysage syndical et d'une recomposition de la gauche paysanne non communiste. En effet, sous l'impulsion de Bernard Lambert, l'ANPT, le Mouvement syndical des travailleurs de la terre (MSTT) et certains groupes départementaux (Savoie, Manche...) vont se regrouper le 4 juin 1981 pour créer la Confédération nationale des syndicats des travailleurs paysans (CNSTP). Les CDJA et les FDSEA « non alignés » et certains responsables et représentants des sections spécialisées (fermiers et métayers, producteurs de lait, de porcs, de bovins, de fruits et légumes, viticulteurs) fondent quant à eux l'Interpaysanne, autour de Guy Le Fur, face à « l'impossibilité de peser sur les débats internes » (p. 92). L'Interpaysanne se transforme en 1982 en une véritable organisation syndicale : la Fédération nationale des syndicats paysans (FNSP) dont le programme repose sur des propositions nouvelles de politique agricole.
- 10 Toutefois les résultats aux élections de 1983 ne sont pas, pour ces syndicats, à l'image de l'espoir suscité par l'arrivée de la gauche au pouvoir et les forces de gauche divisées n'obtiennent que 30 % des voix. Forts de leur succès, la FNSEA et le CNJA trouvent en Michel Rocard, le successeur d'Édith Cresson, « un partenaire plus conciliant ». Cependant, la politique « intransigeante » à l'égard des syndicats minoritaires menée par François Guillaume devenu ministre de l'Agriculture après les élections législatives de 1986, va favoriser leur unité. Ainsi, en 1987 lors des assises paysannes de Bondy, la FNSP fusionne avec la CNSTP au sein de la Confédération paysanne.
- 11 Comme le montre l'auteur, l'histoire de la Confédération paysanne ne se limite pas à la figure de José Bové (même s'il en dresse un portrait). Cette histoire est celle de nombreux militants de gauche qui quittent les CDJA et les FDSEA pour créer des structures distinctes. Parmi les militants jouant un rôle actif dans l'émergence de ce mouvement, on peut citer : Joseph Gaborit (Charente-Maritime), Jean-Charles Jacopin et Marie-Renée Morvan (Finistère), Michel Terrail (Drôme), Joseph Bourgeois (Maine-et-Loire), Denis Gaboriau, Jean Bréhéret, Jean Cadiot, Bernard Deniau (Loire-Atlantique).

- 12 Si l'un des nombreux mérites de l'ouvrage réside dans la présentation de certains de ces hommes (malheureusement moins des femmes, qui ont joué également un rôle mais qui sont peu présentes dans l'ouvrage), il n'en demeure pas moins que l'analyse de leurs trajectoires militantes apparaît quelque peu sommaire. Nous pouvons notamment regretter que l'ouvrage de Jean-Philippe Martin ne nous permette pas de mettre en évidence l'indéniable singularité des chemins qui conduisent ces militants à négocier l'héritage dont ils sont porteurs. L'engagement des hommes et des femmes de la Confédération paysanne est certainement plus qu'ailleurs le fruit d'un héritage conflictuel entre un système de valeurs, de normes et de représentations transmis par les parents et les changements sociaux, économiques et politiques qui s'imposent à ces militants. À partir des récits biographiques recueillis, l'auteur aurait pu tenter de mieux cerner tant le contexte (familial, scolaire, professionnel) que l'interprétation subjective de cette négociation qui aboutit à l'engagement au sein de la Confédération paysanne. Quels sont les produits des « transactions subjectives » entre une « identité héritée » et l'identité visée, véhiculée par cette organisation ?
- 13 L'autre écueil de cet ouvrage demeure dans la faiblesse de l'argumentation méthodologique. Certes nous savons que l'auteur a mobilisé de nombreux fonds mais quelles ont été ses méthodes d'investigation et d'analyse ? Quel est son outillage théorique et méthodologique ? Le choix des instruments que le chercheur adopte pour affronter la réalité sociale qui caractérise son objet de recherche constitue une étape privilégiée dans la validation de son modèle d'analyse. Or, à la lecture de cet ouvrage, de nombreuses questions relatives à la démarche scientifique demeurent en suspens. Néanmoins, l'ouvrage de Jean-Philippe Martin comble de nombreux vides historiques et la lecture de son histoire de la nouvelle gauche paysanne offre une analyse indispensable à la compréhension d'un mouvement encore peu étudié.
- 

## INDEX

**Index chronologique** : XXe siècle

**Index géographique** : France